

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le 21/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ALUMINIUM FERRI

Zone Industrielle
51330 Givry-en-Argonne

Références : N°D3 i 2023-462
Code AIOT : 0005701711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement ALUMINIUM FERRI implanté Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne. L'inspection a été annoncée le 15/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUMINIUM FERRI
- Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne
- Code AIOT : 0005701711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALUMINIUM FERRI exploite une installation de traitement de surface à Givry-sur-Argonne. Elle réalise des opérations d'usinage, de polissage et d'anodisation de pièces en aluminium. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013-APC-57-IC du 06/06/2013, notamment pour les rubriques 2565 et 3260 (IED) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), soumises au régime de l'autorisation.

Le site se situe en zone péri-urbaine aux abords de l'étang de Givry et de la rivière Ante.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- échéances des précédentes visites d'inspection
- prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rejets des effluents dans le milieu récepteur	AP Complémentaire du 06/06/2013, article 4.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.9.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Recalage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Recensement des parties à Risques	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 7.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Désenfumage – Commandes des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate également des non-conformité importantes :

- absence de maîtrise des rejets des effluents entraînant une potentielle pollution chronique des milieux récepteurs (rivière Ante) ;
- écarts sur les prescriptions relatives au désenfumage, aux installations électriques et aux moyens de lutte contre l'incendie.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en oeuvre l'intégralité des mesures demandées par les lettres de suites préfectorales du 06/10/2022 et du 13/02/2023. L'inspection propose de contraindre l'exploitant à mettre en place des actions correctives par la voie de la mise en demeure.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et un projet de lettre de suite préfectorale sont proposés en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets des effluents dans le milieu récepteur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2013, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée : article 4.3.2</p> <p>« Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. »</p> <p>article 4.3.8</p> <p>« Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir ».</p> <p>D'autre part, une lettre de suite préfectorale du 13/02/2023 demandait à l'exploitant de :</p> <p>"Sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un traçage de vos réseaux de collecte et d'évacuation des eaux usées industrielles ; • Mettre en place un plan d'action pour résorber les dysfonctionnement identifiés, le cas échéant ; • Réaliser une nouvelle analyse sur vos rejets aqueux avec à minima les trois points de prélèvement suivants : un point en sortie de votre station physico-chimique, un point au niveau du rejet sur le chemin des bois (en amont du fossé busé) et un point au niveau du rejet au milieu naturel dans l'Ante ; • Mettre à jour votre plan des réseaux, comme indiqué dans le précédent rapport de la visite d'inspection du 01 juillet 2022." <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a procédé avec l'exploitant à l'ouverture du regard de visite au niveau du point de rejet chemin de bois (voir plan en annexe du rapport).</p> <p>Ce point de rejet constitue la restitution vers un fossé souterrain des eaux industrielles ayant été traitées dans la station physico-chimique et qui vont ensuite rejoindre le milieu naturel (rivière Ante). Le rejet de ces eaux traitées se fait par bâchées, après une procédure interne de contrôle des eaux traitées par l'exploitant et un ordre donné par une personne habilitée. Aucun autre site voisin ne rejette d'eau à ce niveau.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'inspection constate à cet endroit un écoulement aqueux en continu rejeté vers le milieu naturel.</p> <p>Au moment de ce constat, l'inspection constate que la situation est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une absence de précipitations depuis plusieurs semaines et donc un écoulement qui ne peut pas être issu des eaux pluviales ; - une absence de vidange (ou bâchée) des cuves tampon de la station physico-chimique de l'exploitant et donc un écoulement qui ne peut pas être issu des eaux issues de la station physico-chimique ou des cuves de rétention ; - une absence d'utilisation d'eaux de lavage des sols ou d'espaces extérieurs ; <p>Cette situation est confirmée par l'exploitant, présent au côté de l'inspection.</p> <p>Par déduction, l'inspection considère donc que l'écoulement observé vers le fossé est issu du process industriel de l'exploitant et que l'intégralité des eaux du process n'est pas collectée vers la station physico-chimique comme elle devrait l'être.</p> <p>Ce constat est corroboré par des constats effectués par l'inspection en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visite d'inspection du 09/11/2022 : constat d'un rejet aqueux blanchâtre avec odeur acide au même point de rejet chemin de bois ; - Contrôle inopiné des rejets aqueux du 05/10/2022 : analyses faites en laboratoire indiquant une nette différence entre la nature des rejets en sortie de station et en rejet au milieu récepteur, avec une forte pollution du milieu récepteur en métaux, associé à une forte acidité.

Concernant les demandes de la lettre de suite préfectorale du 13/02/2023, l'inspection constate que :

Traçage des réseaux :

Par courrier du 01/02/2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir réalisé une inspection caméra le 25/11/2022 sur la canalisation de rejet des eaux traitées vers le fossé mais sans révéler de dysfonctionnement. L'exploitant indique que le prestataire a effectué un nettoyage au jet haute pression de la canalisation.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir réalisé également un traçage de ses réseaux de collecte des effluents avec de l'eau, sans pouvoir présenter à l'inspection de rapport ou de plan détaillé des résultats.

Plan d'actions :

L'exploitant avait informé à l'inspection par courrier du 25/11/2022 la mise en place prochaine d'une nouvelle canalisation entre la station physico-chimique de traitement des eaux et le milieu naturel. L'inspection constate que cette mise en place n'a pas eu lieu. L'exploitant évoque qu'une indisponibilité de moyens humains ne lui a pas permis de le faire pour l'instant.

Analyses des rejets aqueux :

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé de nouvelles analyses sur les rejets aqueux, et notamment au niveau des trois points de prélèvement demandés par l'inspection. Par courriel du 07/06/2023, l'exploitant a indiqué que des analyses sur des prélèvements en 3 points (sortie de station physico-chimique, au niveau du rejet dans le fossé au chemin des bois et au niveau de l'Ante) sont programmés le 16 juin 2023 avec un laboratoire agréé.

Plan des réseaux :

Par courriel du 07/06/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan du réseau actualisé avec la fosse de relevage et les 4 cuves tampons situées en aval de la station physico-chimique.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 4.3.2 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°2013-APC-57-IC du 06/06/2013 en mettant en place toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun rejet direct ou indirect d'effluents dans les milieux récepteurs ne soit possible et d'en apporter la justification à l'inspection des installations classées, sous un délais de 2 mois.

Observations :

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à un prélèvement de trois échantillons d'eau de l'écoulement observé au point de rejet chemin des bois afin de les faire analyser par un laboratoire agréé. Les résultats n'ont pas été transmis à l'inspection.

Au niveau du rejet du fossé dans la rivière Ante, l'inspection constate un dépôt blanchâtre dans le fond du lit de la rivière, au droit du rejet du fossé, témoin de dépôts d'éléments potentiellement polluants issus du rejet de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2022
Prescription contrôlée : La lettre de suite préfectorale du 06/10/2022 demandait à l'exploitant de : <i>"sous 2 mois :</i> <i>- transmettre les éléments justificatifs des dépassements observés le 08 juin 2021"</i>
Constats : L'inspection constate que l'exploitant n'a transmis les éléments justificatifs des dépassements observés le 08 juin 2021. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06/06/2013, lui imposant d'interpréter les résultats de l'autosurveillance, sous un délai d'un mois.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que tout dépassement doit faire l'objet de commentaires appropriés dans GIDAF et associé à des actions correctives à mettre œuvre pour éviter que cela ne se reproduise. Des commentaires devront également être ajoutés lorsqu'aucun rejet n'est effectué sur une journée ou lorsque les prélèvements n'ont pas été effectués dans le cadre de l'autosurveillance usuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Recalage & accréditation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2022
Prescription contrôlée : <p>La lettre de suite préfectoral du 06/10/2022 demandait à l'exploitant de :</p> <p><i>"sous 2 mois :</i></p> <p><i>- faire modifier la procédure de contrôle de recalage pour que la chaîne de mesure complète soit évaluée par le laboratoire externe"</i></p>
Constats : <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle de recalage comme demandé par lettre de suite préfectorale du 06/10/2022.</p> <p>Par courriel du 07/06/2023, l'exploitant a informé l'inspection qu'il a programmé une procédure de recalage en semaine 39 en même temps que l'analyse trimestrielle.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 33 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 en réalisant un contrôle de recalage sur toute la chaîne de mesure des rejets aqueux (prélèvement 24h et analyses), sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I et Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance & Fréquences de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2022
Prescription contrôlée : <p>La lettre de suite préfectorale du 06/10/2022 demandait à l'exploitant de :</p> <p><i>"Sous deux mois :</i></p> <p><i>- justifier de la réalisation des analyses par méthodes rapides, notamment pour les substances aluminium, fer et nickel."</i></p>
Constats : <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en place de mesures hebdomadaires par méthode rapide sur l'aluminium, le fer et le nickel.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir trouvé la solution technique adéquat dans les gammes de concentrations correspondant aux Valeur Limites d'Emissions (VLE) de son arrêté d'autorisation (bandelettes de tests pas assez sensibles).</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant qu'il existe des méthodes rapides dans les gammes demandées par spectrophotométrie.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place des mesures hebdomadaires par méthode rapide sur l'aluminium, le fer et le nickel, conformément à l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 06 juin 2013, sous un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/06/2013, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ce risques
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas : <ul style="list-style-type: none">- d'un recensement des locaux à risque (un rapport de proposition de classement des dangers a été transmis à l'inspection par courriel du 07/06/2023 mais ne constitue pas un recensement des locaux à risque) ;- d'un plan général indiquant les différentes zones de danger ;- d'un plan à jour de l'ensemble des cuves de l'installation avec leurs caractéristiques techniques et chimiques. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les recensements et les plans prévus par l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/03/2013, sous un délai de 3 mois.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que les consignes de sécurité, notamment dans les zones de dangers dans l'installation doivent être clairement identifiées par un affichage dans les ateliers, conformément à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/06/2013.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.
Constats : Par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un système de désenfumage avec des commandes manuelles (manivelle ou cartouche de gaz, avec plombage). L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport de vérification des dispositifs de désenfumage réalisé en 2023, identifiant un grand nombre de non conformités. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, sous un délai de 3 mois, en mettant en place un plan d'action pour résorber les non-conformités du rapport de vérification des dispositifs de désenfumage. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection la justification de la superficie des trappes de désenfumage de son site, sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription et Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois et 1 mois

N° 7 : Désenfumage – Commandes des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un système de désenfumage avec des commandes manuelles (manivelle ou cartouche de gaz, avec plombage) situés à proximité des accès mais qu'il ne dispose pas d'un système d'ouverture automatique des dispositifs de désenfumage. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 3.II de l'Arrêté Ministériel du 30/06/2006 imposant la présence d'un dispositif de commande automatique des dispositifs de désenfumage, sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection différents documents : - le rapport Q18 du 12 et 13/10/2022 qui conclue que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion ; - le rapport de vérification électrique périodique du 12 et 13/10/2022 qui identifie différents écarts (nouveaux et anciens). L'exploitant indique que le rapport sert de registre et que les interventions y sont figurées à la main. - le rapport d'examen d'installations électrique par thermographie infrarouge du 13/07/2022 (Q19) qui identifie une anomalie de priorité 2 sur 3. L'exploitant indique que l'anomalie a été corrigée au moment du contrôle.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de mettre en place un plan d'actions pour résorber les différents écarts indiqués sur le rapport de vérification électrique et prévenir l'anomalie détectée dans le rapport d'examen par thermographie infrarouge, sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Observations : L'inspection informe l'exploitant que l'Arrêté Ministériel du 30/06/2006 a été mis à jour le 20/04/2023, avec notamment l'ajout à l'article 5 des prescriptions suivantes : « III. - Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. <u>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</u> »</p> <p>L'inspection invite donc l'exploitant à étudier dès maintenant un plan de mise en conformité à cette nouvelle prescription, en mettant notamment en place un registre des anomalies et des mesures correctives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que : - les cuves sont en acier ou en inox et chauffées par des thermoplongeurs électriques (cannes chauffantes) ; - les cannes ne sont pas asservies à un système de sécurité automatisé ; - le contrôle des niveaux de liquide dans les cuves est effectué par le personnel en fin de journée ; - les cannes sont arrêtées le vendredi soir et sont rallumées le dimanche après midi ;</p> <p>L'exploitant précise que ses cuves ne disposent pas de flotteurs car ce sont des éléments qui prennent feu en cas d'entartrage.</p> <p>L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 imposant l'asservissement du chauffage par résistance électrique à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage, sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Observations : L'exploitant indique avoir pour projet un renouvellement progressif et complet des cuves de son installation, avec le même système de chauffage des cuves par thermoplongeurs électriques. Il précise avoir étudié la solution de mise en place d'échangeurs thermiques à la place des thermoplongeurs électriques, mais sans avoir été convaincu par le procédé.</p> <p>L'inspection informe l'exploitant que l'Arrêté Ministériel du 30/06/2006 a été mis à jour le 20/04/2023, avec notamment l'ajout à l'article 6-I des prescriptions suivantes : <i>« Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. <u>Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</u> »</i></p> <p>Lors de sa mise en conformité, l'exploitant devra mettre en place un registre des test hebdomadaires réalisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection sa procédure en cas d'incendie : <ul style="list-style-type: none">- alerte des Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Marne par téléphone ;- mobilisation des équipes de première intervention pour utilisation des extincteurs et RIA du site ; Par courriel du 07/06/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- le rapport de contrôle incendie des extincteurs (Q4) du 10/05/2022 et la déclaration de conformité des extincteurs (N4) du 08/07/2021, qui n'indiquent aucune non-conformité. Par sondage, l'inspection a contrôlé l'étiquetage de plusieurs équipements lors de la visite des locaux et n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.- le rapport d'exercice incendie du 28/07/2022, indiquant plusieurs non-conformités dans la procédure d'évacuation, notamment un dysfonctionnement de l'alarme incendie (corne de brume) ;- la fiche descriptive du SDIS de la Marne concernant le poteau incendie (100 m³/h et 4,3 bars de pression) et le point d'eau naturel (étang). L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection sous un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none">- le dernier rapport de vérification des RIA de l'installation ;- la preuve de la réparation de l'alarme incendie et du respect de l'article 10-2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 imposant que l'alarme incendie soit perceptible en tout point du bâtiment et le plan d'actions de résorption des autres non-conformités du rapport d'exercice incendie du 28/07/2022 ;- le test de débit du poteau incendie extérieur, disponible auprès de la collectivité responsable des points d'eau incendie publics.
Observations : La liste des équipiers de première intervention et les attestations de formation de ceux-ci n'ont pas été consultés par l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. - Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>IV. - L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection informe l'exploitant de l'ajout récent des nouvelles prescriptions ci-dessus à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 mis à jour le 20/04/2023. Les points suivants sont notamment ajoutés dans cet arrêté ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détection automatique mise en place ; - alarme incendie entraînant l'arrêt automatique des systèmes qui peuvent propager l'incendie ; - contrôle annuel des détecteurs ; - alarme perceptible en tout point du bâtiment ; - organisation décrite en cas d'alarme ; - consignation des contrôles dans un registre. <p>L'inspection invite l'exploitant à étudier dès maintenant un plan d'actions de mise en conformité à cette nouvelle prescription.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection un plan d'actions de mise en conformité par rapport à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, sous un délais de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique à l'inspection que le confinement des eaux d'extinction d'incendie est assuré par le site lui-même au moyen de barrières de rétention présentes à chaque porte du bâtiment et de plaques d'obturation des avaloirs d'eaux pluviales.</p> <p>Par sondage, l'inspection a pu constater la présence et l'accessibilité de ces barrières de rétention.</p> <p>Par courriel du 07/06/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le justificatif de dimensionnement de la rétention (D9a).</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Observations : L'exploitant a pour projet de rehausser les réseaux d'eau traitées sortants de la station physico-chimique et d'une partie des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique à l'inspection que la manipulation des barrières de rétention et des plaques d'obturation des avaloirs d'eaux pluviales n'est pas effectuée lors de l'exercice annuel d'évacuation incendie.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à prévoir la manipulation des barrières de rétention lors des exercices incendie afin de s'assurer de la bonne connaissance et du respect des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de s'assurer de la connaissance et du respect des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie, conformément à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 06/06/2013, sous un délai de un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE

